

Bulletin d'histoire politique

Alain-G. Gagnon et Daniel Latouche, Allaire, Bélanger, Campeau et les autres, Montréal, Québec/Amérique, 1992, 602 p.

Jocelyn Saint-Pierre



Volume 1, numéro 1, automne 1992

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1063749ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1063749ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Saint-Pierre, J. (1992). Compte rendu de [Alain-G. Gagnon et Daniel Latouche, Allaire, Bélanger, Campeau et les autres, Montréal, Québec/Amérique, 1992, 602 p.] *Bulletin d'histoire politique*, 1(1), 14–14.
<https://doi.org/10.7202/1063749ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1992

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Alain-G. Gagnon et Daniel Latouche, **Allaire, Bélanger, Campeau et les autres**, Montréal, Québec/Amérique, 1992, 602 p.

Les politicologues Gagnon et Latouche ont écrit cet ouvrage après avoir analysé plus de cinq cents mémoires déposés à la commission Bélanger-Campeau. La présentation surprend le chercheur et ne fait pas très sérieux; on nous propose un abécédaire, appelé "alphabet politique", plutôt léger et aux titres inutilement racoleurs. L'ouvrage comporte quatre parties d'inégale longueur: un rappel historique sur le point de vue constitutionnel des commissions d'enquête et des partis politiques, une analyse de l'entente du lac Meech, des extraits des mémoires présentés à la commission B.-C. et une lecture critique du rapport de la commission. Devant la marche du temps, on est souvent déconcerté par l'aspect quelquefois éphémère de certaines analyses, vite dépassées par l'actualité. Néanmoins, cet ouvrage fait le point sur la question et comporte des rappels historiques intéressants; il illustre surtout tout ce que l'on peut tirer des mémoires soumis aux commissions parlementaires; une source peu utilisée par les historiens.

Jocelyn Saint-Pierre
Bibliothèque de l'Assemblée nationale

Alain-G. Gagnon et Mary Beth Montcalm. **Québec: au-delà de la Révolution tranquille**, texte traduit de l'anglais par Pierre Desruisseaux, Montréal, VLB Éditeur, 1992, 333 p.

Cet ouvrage est la traduction française de *Quebec Beyond the Quiet Revolution*, paru chez Nelson Canada il y a deux ans. Aux causes traditionnelles de la Révolution tranquille qu'ils situent à juste titre entre 1960 et 1985, les deux auteurs privilégient un autre facteur d'explication: les changements dans l'économie continentale. Selon eux, l'économie du Québec s'est "périphérisée", le capital anglo-canadien et américain l'abandonnant graduellement au profit de Toronto, centre dominant d'une économie canadienne fortement intégrée à celle des États-Unis. Ces changements forcèrent les gouvernements québécois à mettre notamment de l'avant des politiques pour stimuler l'économie et donner une meilleure place aux Québécois dans celle-ci. Cet étatisme entraîna la mise sur pied d'un capitalisme d'entreprise, ce que l'on appelle aujourd'hui le "Québec inc.", avec le résultat que l'État québécois déclina au profit d'une classe d'affaires. Phénomène

inquiétant puisque la société québécoise se privait d'un de ses plus importants leviers de développement. Le point de vue est séduisant, même s'il n'explique pas tout. Incidemment, Tom Sloan du *Globe and Mail* est le père de l'expression "Révolution tranquille", pour le moins contradictoire.

Jocelyn Saint-Pierre
Bibliothèque de l'Assemblée nationale

Pierre de Bellefeuille, **L'ennemi intime**, Montréal, L'Hexagone, 1992, 194 p.

Denis Monière, **L'indépendance**, Montréal, Québec/Amérique, 1992, 150 p.

Laurent-Michel Vacher, **Un Canabec libre**, Montréal, Éditions Liber, 1991, 84 p.

Nous avons regroupé ces trois volumes dans la mesure où ils offrent une réflexion théorique, sémantique et idéologique relativement convergente, à quelques variables près. Tous trois cherchent à éclairer le débat autour des questions de souveraineté et d'indépendance du Québec et des stratégies du Parti québécois pour accéder à cette autonomie. Les ouvrages de Denis Monière et de Laurent-Michel Vacher, tout particulièrement, s'évertuent à nous démontrer les différences et similitudes véhiculées par ces deux termes. Monière, tout comme Vacher, s'avère très conscient de la récupération partisane de la souveraineté du Québec par le P.Q.. Cependant, il constate que ce dernier l'utilise pour élargir sa base électorale par la récupération des partisans du fédéralisme renouvelé. Il n'en conclut pas moins que la démarche de Jacques Parizeau s'inscrit dans la foulée des indépendances baltes et il semble souscrire sans trop de peine à la stratégie péquiste actuelle. Somme toute, l'essai de Denis Monière a l'avantage de débroussailler les problèmes posés par les querelles sémantiques tout en clarifiant le projet souverainiste du Parti québécois. Il s'avère un outil précieux pour les néophytes des questions constitutionnelles québécoises et canadiennes.

Aux antipodes de Monière, Vacher perçoit une ambiguïté fondamentale dans la démarche du P.Q. qu'il illustre assez faiblement, selon nous, par l'analyse de discussions qu'il aurait lui-même entretenues avec des intervenants péquistes (sans les nommer) lors de l'année scolaire 1990-1991. Selon lui, la souveraineté telle que proposée par le P.Q. viserait avant